

« L'après Hollande a déjà commencé »

C'est le titre de l'édito signé par **Christian Chavagneux** dans le dernier numéro de « *l'économie politique* » dont le thème est « Pour une politique économiste de gauche ». C'est également le dossier du dernier numéro de la revue « *Alter Eco* » : « Une politique de gauche ? Oui, c'est possible ».

La thèse présentée dans les deux publications, c'est qu'en marge de l'échec patent de la politique économique (au moins) du gouvernement et du Président, une alternative de gauche est en train de se chercher autour des protestataires du PS (le groupe des 100 députés), de EELV, de ATAC et d'un certain nombre d'économistes.

Le point de départ : une critique de la politique gouvernementale sur des bases sociales-démocrates :

Pierre-Alain Muet (député PS) critique la politique du gouvernement, tout en restant dans la logique du « pacte de responsabilité ». Il souligne que sur les 46 milliards € d'allègements prévus, 41 vont au bénéfice des entreprises. Il craint que les économies des dépenses de l'Etat et des collectivités locales entraînent des restrictions de prestations auprès des plus démunis et se traduisent par des problèmes sociaux et une baisse de la consommation ; ce qui freinera les investissements des entreprises et les recettes de l'Etat. Il réclame donc une « rééquilibrage » du pacte de responsabilité entre encouragement de l'offre et de la demande.

Tout cela n'est pas faux. Mais cela reste sur le même terrain, comme s'il s'agissait de régler un simple problème de dosage. On ne rentre pas dans le contenu des politiques de l'offre et de la demande : quels investissements doit-on encourager ? Quels types de consommations sont à aider ?...

Vers une critique plus large et plus riche en contenu :

Liêm Huang-Ngoc (ancien député européen PS et Maître de conférence à Paris-1) émet une critique plus radicale des politiques de l'offre. Il montre par exemple que la baisse du déficit budgétaire depuis 2009 n'a pas empêché une augmentation de la dette publique. Il dénonce le « théorème de Schmidt » (« *Les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain.* »), en montrant qu'en France, depuis 1980, l'augmentation du taux de marge brut n'a pas empêché la baisse des investissements. Et il esquisse « *C'est la demande, orientée dans les secteurs socialement, économiquement et écologiquement utiles, qui poussera les entreprises à investir et à innover.* »

D'une façon générale, comme l'écrit **Christian Chavagneux**, les différents contributeurs à ce débat « *s'accordent [tous] pour faire de l'investissement écologique une priorité. Leurs motivations associent les effets macroéconomiques positifs d'un « keynésianisme vert » (des investissements créateurs de richesses et d'emplois locaux), à la nécessité de changer de modèle de développement (une autre façon de se loger, de se déplacer, de se nourrir) afin de préserver non pas seulement la planète mais la cohésion sociale et la démocratie.* »

Eloi Laurent (Economiste à l'OFCE, enseignant à Sciences-po et à l'université de Stanford) souligne que ce sont les marchés financiers qui sont à l'origine de la crise de 2009-2010, pas l'Etat-providence. C'est une grande mystification que de vouloir faire croire que c'est en réduisant l'Etat-providence et en accroissant les inégalités qu'on va en sortir. Pour lui, il faut combiner une politique de développement humain à une soutenabilité social-écologique et passer de l'Etat-providence à l'Etat social-écologique.

Antoine de Ravignan (dans « Alter-Eco ») propose de « *faire de l'écologie une conquête sociale* ». Reprenant la démonstration de **Benjamin Dessus** (président de l'association de scientifiques Global Chance), il considère que c'est une erreur de baisser artificiellement le coût de l'énergie par des tarifs sociaux : il est préférable de subventionner les investissements des sociétés HLM et des particuliers pour isoler les logements. L'exemple suédois montre qu'une telle politique est plus efficace pour combattre la précarité énergétique.

Pascal Canfin (ancien ministre EELV) insiste aussi sur ces investissements écologiques nécessaires : entre 2002 et 2012, les importations de gaz et de pétrole sont passées de 20 à 70 milliards € (provoquant un déficit plus important que le CICE et le pacte de responsabilité réunis) !

D'une façon plus générale, il doit être prioritaire pour l'Etat et les collectivités de provoquer des investissements publics et privés qui permettront, à terme, de faire des économies de fonctionnement et de diminuer les prélèvements de ressources naturelles fossiles (diminution de l'empreinte écologique), tout en permettant de créer de l'activité immédiate et des emplois. Dans ce domaine, il faut citer la réflexion de **Denis Zandvliet** (Ingénieur centralien) sur la gouvernance et la prise de décision : ce n'est qu'en incluant les coûts et les risques à long terme (ex les coûts de démantèlement) qu'on peut intégrer l'économie verte et le développement durable.

Dans le même dossier, **Pascal da Costa** (Docteur en économie et enseignant chercheur à l'Ecole centrale de Paris) montre la nécessité de l'intervention des pouvoirs publics, par exemple sous forme de taxe environnementale accompagnée de redistribution incitative gérées finement, pour que les activités économiques privées internalisent les coûts des dégradations environnementales ou des ponctions de ressources non renouvelables. Il souligne au passage les reculs successifs des gouvernements français dans ce domaine, contrairement aux pays d'Europe du nord. (Note 1)

Par ailleurs, **Pascal Canfin**, rejoignant les avis précédents, propose de faire une « *politique du bonheur* » dont différents aspects sont développés par d'autres contributeurs.

Ainsi, **David Belliard** (Conseiller de Paris EELV) estime que les maladies chroniques absorbent les 2/3 des dépenses maladie et recouvrent des pathologies pour la plupart liées aux conditions environnementales et au mode de vie : « *Elles touchent d'abord les plus pauvres, et les plus fragiles, les inégalités environnementales se couplant avec les inégalités sociales.* » Il propose d'intégrer une politique de prévention et dénonce la privatisation rampante de la santé (sous forme, par exemple, de généralisation des couvertures complémentaires) : « *il faut sortir de cette logique du "toujours plus pour de moins en moins de monde" et entrer dans celle du "toujours mieux pour tous"* ». Et il conclut : « *C'est donc un nouveau modèle de santé, plus préventif et plus écologique, plus sobre dans sa consommation des soins, plus égalitaire et plus démocratique qu'il nous faut inventer. Cette transformation exige une forte régulation de la part des pouvoirs publics.* »

Pour **Bruno Palier** (directeur de recherche du CNRS à Sciences-po et personnalité associée au Conseil économique, social et environnemental), il faut faire de « *l'investissement social pour construire un avenir de qualité pour tous* ». Pour « *rompre avec la stratégie du low cost, [il faut] ne plus considérer le travail comme un coût à faire baisser et le voir davantage comme un atout dans lequel investir* ». Pour cela, il faut améliorer les conditions de travail, instaurer la formation pour tous tout au long de la vie, faire une école pour tous, investir dans la jeunesse, favoriser l'égalité hommes femmes et plus généralement améliorer la qualité de la vie de tous les français (transports collectifs de qualité accessibles à tous, logement de qualité pour tous, accès de tous à des soins de qualité, services à la personne, ...).

Xavier Timbeau (Directeur du département analyse et prévision de l'OFCE) aborde le rôle de l'Europe : « *L'ajustement par les coûts salariaux, qu'ils soient nationaux ou sur certains segments du marché du travail, conduit lentement mais sûrement vers la déflation* ». Au contraire, « *L'Euro devrait protéger les populations* », et il appelle de ses vœux « *Un "green new deal" qui assoit la stimulation de l'économie sur un investissement public ou privé [et qui] pourrait relancer l'activité à l'échelle de la zone euro.* ». De plus, il estime nécessaire d'imposer un socle minimal de redistribution imposé à tous les pays de la même zone et d'encadrer la concurrence entre les territoires.

Enfin, **Benjamin Dessus** repart des alertes lancées par le GIEC et dénonce l'assimilation du réchauffement climatique au seul dégagement de CO₂, alors que la déforestation et la production de ciment y concourt pour 16% et que les émissions de méthane pour 32% (et encore beaucoup plus à l'horizon 2050). Ainsi, le défi qui nous est posé n'est pas seulement de remplacer les énergies carbonées (charbon, pétrole) par des énergies moins carbonées ou renouvelables ; mais il faut revoir globalement notre mode de vie et de production pour moins consommer d'énergie, moins émettre de méthane (élevages bovins, méthanisation des déchets, ...), moins consommer de ressources non renouvelables, ...

Il considère que le projet de loi présenté par Ségolène Royal est très décevant, car il est très flou et régressif par rapport aux objectifs affichés (disparition de la division par 4 des émissions de tous les gaz à effet de serre d'ici 2050). Et surtout il doute que soient réunis les moyens en investissement indispensables.

Comme on le voit, les convergences entre ces différentes contributions sont très nombreuses. Mais il reste encore beaucoup de travail pour le traduire en véritable projet de société, et surtout en projet politique capable de rassembler et de mobiliser largement.

Patrick Cotrel, 17 août 2014

Note 1 : cet article fait partie du dossier récent, commun aux associations des ingénieurs des écoles centrales (Paris, Lille, Lyon, Nantes, Marseille, Pékin) intitulé « *l'économie verte : le temps des ingénieurs* ». Ce dossier comprend non seulement des articles techniques, mais aussi des articles plus « politiques ».